

[paris-normandie.fr](https://www.paris-normandie.fr)

« On est passé par toutes les émotions » : les étudiants face au nouveau concours enseignant

AFP

4-5 minutes

« *Encore pas mal de flou* » : comme des dizaines de milliers d'étudiants, Noé s'apprête à passer la nouvelle formule du concours enseignant, dont les premières épreuves à bac+3 débutent cette semaine et qui suscite toujours des critiques de la part des syndicats.

Cet étudiant de 22 ans, inscrit en Master 1 MEEF (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) à Douai (Nord), se présente début avril au [concours de professeur des écoles \(CRPE\)](#) pour enseigner dans le premier degré (écoles maternelles et élémentaires), désormais accessible en fin de licence.

Avant lui, les aspirants professeurs d'EPS ouvrent le bal mardi avec les épreuves écrites du Capeps à bac+3, suivis tout au long du mois de mars par les concours du second degré (collèges et lycées).

Une nouvelle licence spécifique de préparation au professorat des écoles (LPE) doit par ailleurs voir le jour à la rentrée 2026.

Incertitude

Objectif affiché : élargir le vivier pour répondre à la crise du recrutement. En 2025, plus de 2.600 postes sont restés vacants, selon des données compilées par l'AFP.

Mais l'incertitude a longtemps dominé. L'adoption tardive du budget, indispensable à l'organisation des concours nouvelle formule, a maintenu les candidats dans l'attente. « *On est passé par toutes les émotions. Ça en a découragé certains* », souffle Noé.

Le budget ayant finalement été adopté, les épreuves se tiennent comme prévu.

La session 2026 réunit plus de 175.000 inscrits aux concours externes dans les premier et second degrés, dont plus de 85.000 à bac+3, selon les chiffres du ministère de l'Éducation.

Le nombre de candidats « *a doublé aux concours externes* », s'était félicité [le ministre de l'Éducation Édouard Geffray](#) en décembre. « *La réforme a l'effet attendu* », saluait-il.

« Impréparation »

Cette nouvelle formule laisse toutefois les syndicats sceptiques. « *La restauration de l'attractivité du métier passe d'abord par des mesures de revalorisation salariale et de conditions de travail* », souligne Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, syndicat majoritaire dans le second degré.

L'organisation rejette en outre le concours à bac+3, qu'elle juge « *synonyme d'une moindre maîtrise* » disciplinaire.

« *Le M2 n'est pas du tout qualitatif* », estime également Sébastien Vieille, secrétaire national du

Snalc (Syndicat national des lycées, collèges, écoles et du supérieur).

Dans le premier degré, la secrétaire générale du SNUipp-FSU, Aurélie Gagnier, se dit favorable au concours à bac+3 mais s'inquiète d'une réforme « qui manque d'anticipation ». « *Tout n'est pas ficelé* », assure-t-elle.

Au-delà du niveau de recrutement, les modalités d'application cristallisent aussi les doutes.

La question des affectations des stagiaires suscite également des interrogations. Les syndicats dénoncent un flou persistant sur les affectations des stagiaires et la carte des formations.

« *Tout n'est pas encore clarifié* », regrette Sophie Vénétitay, évoquant une réforme menée dans « *l'impréparation* ». « *On n'est pas encore satisfait de ce qui a été proposé* », abonde Matthieu Drouhin (SE-Unsa).

Côté enseignement supérieur, une intersyndicale (Unsa, CFDT, FSU, CGT, Sud) a alerté la semaine dernière sur les effets de la réforme dans les universités. Elle dénonce des inégalités territoriales liées à la fermeture de masters ou de sites ainsi qu'une gestion jugée chaotique des personnels et des maquettes.

Les organisations pointent un « flou persistant » sur l'organisation des futures formations et les moyens alloués.

Noé acquiesce mais voit tout de même dans cette nouvelle formule « une bonne opportunité » pour entrer plus tôt dans le métier.